



Nicolas SARKOZY

Industrie

- Accords de compétitivité-emploi par entreprise (temps de travail, salaire...).
- Accorder le label « Origine France garantie » quand 50 % de la valeur ajoutée d'un produit est faite en France.
- Créer une banque pour l'industrie (dotée d'un milliard d'euros).

Agriculture

- Alléger les charges sur les exploitations agricoles.
- Soutenir la reprise d'activité.



François HOLLANDE

Industrie

- Aides publiques et allègements fiscaux pour les entreprises qui investiront en France.
- Remboursement des aides publiques reçues par les entreprises françaises qui délocalisent.
- Livret épargne industrie.
- Doubler le plafond du livret développement durable (de 6000 à 12 000 euros).

Agriculture

- Services publics locaux dans le monde rural.
- Budget européen pour l'agriculture.



Marine LE PEN

Industrie

- Taxer les entreprises qui délocalisent (à hauteur de 33 %).
- Créer une banque publique de financement des PME/PMI.
- Loi « Achetez français » qui incitera les administrations publiques, les cantines et les restaurants d'entreprise, à se fournir prioritairement en denrées alimentaires produites en France.

Agriculture

- Remplacer la PAC (Politique agricole commune) par la PAF (Politique agricole française).



François BAYROU

Industrie

- Créer un livret d'épargne industrie.
- Relocaliser certaines fabrications en France.
- Créer un « label France » gradué.
- Durée de garantie légale des produits portée à 5 ans.

Agriculture

- Développement équitable et pro-environnemental pour aider et garder un grand nombre d'agriculteurs familiaux.



Jean-Luc MÉLENCHON

Industrie

- Créer des pôles publics de l'industrie à l'échelle territoriale.
- Établissement public de recherche technologique et industrielle sur le modèle du CNRS.
- Les entreprises qui délocalisent et licencient devront rembourser toutes les aides publiques perçues.

Agriculture

- Réviser le mandat et la gouvernance des Safer (contrôle du foncier agricole) pour rendre les pouvoirs publics majoritaires.



Eva JOLY

Industrie

- Aides d'État accordées aux projets bénéfiques pour l'environnement.
- Revoir le paysage industriel français en s'appuyant sur l'innovation et la recherche.
- Renforcer le développement industriel régional.

Agriculture

- Les collectivités seront incitées à convertir au minimum 20 % de leurs surfaces agricoles utiles à l'agriculture biologique.
- Taxer l'urbanisation des terres agricoles.

Photos : Reuters

Réindustrialiser sans relocaliser ?

L'industrie française est en très mauvaise santé. Mais le malade ne se portait déjà pas très bien avant l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy et la survenue de la crise financière : 500 000 emplois ont été perdus entre 2000 et 2008. Et si on ajoute les cent mille autres détruits entre 2009 et 2011, on comprend l'intérêt que portent les candidats à vouloir redonner

des couleurs à l'industrie française.

La mort des 35 heures

Deux leviers sont proposés par la droite et la gauche pour tenter d'enrayer cette spirale destructrice. Le premier, un protectionnisme européen qui protégerait les Vingt-Sept comme le réclame Nicolas Sarkozy : « *Le libre-échange oui... la concurrence dé-*

loyale non ! ». Le deuxième, pour limiter la casse future de nos entreprises de l'Hexagone – neuf cents d'entre elles ont déjà mis la clé sous la porte en trois ans ! – comprend les mesures de François Hollande, somme toute très classiques : aides publiques et allègements fiscaux. Et la proposition de Nicolas Sarkozy d'imiter le modèle allemand de ges-

tion de compétence en invoquant la flexibilité – c'est-à-dire la mort annoncée des 35 h. Seul inconvénient, mais de taille : elle porte en elle les germes de futurs conflits sociaux. Mais il existe un troisième levier à actionner simultanément : la réindustrialisation non pas par la relocalisation des emplois perdus mais par la création de nouveaux dans des domaines

où tout est à créer. Notamment l'environnement. Et ce nouveau challenge ne pourra être remporté que si l'on adopte une vision résolument offensive tournée vers les technologies d'avenir. Alors, prêts messieurs les candidats ?

PIERRE DEJOANNIS
prdejoannis@nicematin.fr

Demain : l'immigration

Et les autres...

– Philippe Poutou (NPA). – Contrôle des salariés sur l'organisation du travail ; réquisition des moyens de production par les salariés ; fin de l'euro-libéralisme.

– Nathalie Arthaud (LO). – Contrôle des entreprises par les travailleurs.

– Nicolas Dupont-Aignan. – Protectionnisme social et environnemental pour favoriser la relocalisation des entreprises en France ; favoriser la préférence des produits nationaux de grande consommation par un étiquetage visible *Made in France* ; obliger les collectivités et établissements publics à réaliser un minimum de 25 % de leurs achats auprès des PME/PMI Françaises ; favoriser l'actionnariat salarié.

– Jacques Cheminade. – Création d'une banque publique d'investissement ou d'un pôle financier public ; modification de la fiscalité au niveau national pour compenser le désavantage des PME-PMI par rapport aux très grandes entreprises. P.-R. D.

L'avis de

Jean-Marc DANIEL, professeur à l'ESCP Europe et économiste à l'Institut de l'entreprise

« Les consommateurs, premières victimes du protectionnisme »



Sarkozy et Bayrou parlent de « produire en France ». Mais en même temps, on a appris que Renault ouvrirait une usine à Tanger. C'est-à-dire hors UE. Un peu paradoxal, non ?
C'est paradoxal surtout pour Nicolas Sarkozy dans la mesure où l'Etat détient 15 % de Renault si bien que cet investissement s'est fait avec l'accord des pouvoirs publics. Cela ne l'est pas, en revanche, si l'on part de l'idée que « produire en France » ne signifie pas « produire tout en France ». Et on retrouve toute l'ambiguïté de ce slogan. Car la question à laquelle il ne répond pas, c'est « *que produire en France ?* ». La dynamique économique, ce que les économistes appellent la « destruction créatrice », fait que le tissu productif doit évoluer sans cesse.

Marine Le Pen veut taxer à 33 % les entreprises automobiles qui ne réalisent pas 50 % de leur

production en France. Pourquoi ne pas appliquer cette mesure protectionniste dans d'autres activités industrielles ?
Je suis, comme la plupart des économistes, contre les mesures protectionnistes. Ainsi en l'occurrence, une telle mesure augmenterait le prix des automobiles et conduirait à une baisse du pouvoir d'achat. Dans la défense du protectionnisme, il y a une forme de mensonge qui consiste à déclarer que ce sont les producteurs étrangers, présentés systématiquement comme « déloyaux », qui seraient pénalisés. Mais les premières victimes sont les consommateurs.

Hollande et Mélenchon ont inscrit dans leur programme le remboursement, en cas de délocalisation, des aides publiques versées. Utopique ou pas ?
C'est utopique car cela interdirait à nos entreprises d'aller conquérir des marchés à l'export. En fait, l'objectif devrait être la croissance

économique par la réindustrialisation et non pas la relocalisation. Ce dont nous avons besoin, c'est de construire l'industrie de demain, pas de bloquer celle d'aujourd'hui et de chercher à faire revenir celle d'hier.

Une banque publique de financement pour les entreprises réclamée par Sarkozy et Hollande. A droite comme à gauche, on souhaite donc une régulation de l'Etat ?
On cherche moins une régulation au sens strict du terme qu'une intervention de l'Etat dans la définition de l'activité productive. Il y a dans ce genre de propositions l'idée implicite que l'Etat sait ce que doit être l'avenir et qu'elles seront les productions en flèche dans dix ou quinze ans. Ce que montre l'expérience, c'est que c'est faux : l'Etat peut se tromper. Comme les entreprises, d'ailleurs, sauf que quand les entreprises se trompent, c'est à leur détriment, quand c'est l'Etat,

c'est à celui du contribuable...

Sarkozy veut instituer un Buy European Act pour accorder les marchés publics aux entreprises produisant en Europe et un Small Business Act pour favoriser les PME du Vieux-Continent dans les politiques d'achat. La fin du libre-échange ?

C'est de fait une proposition clairement protectionniste. C'est une des grandes caractéristiques de la campagne électorale que de voir l'appropriation du discours protectionniste non seulement pas des candidats extrémistes, mais aussi par des candidats ayant vocation à gouverner. En l'occurrence, c'est assez vain car aucun de nos partenaires européens n'est disposé à s'engager dans la voie du protectionnisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR P.-R.D.

Dernier ouvrage paru : *Ricardo revient ! ils sont restés keynésiens*, chez François Bourin Editeur, 195 p., 20 €.